



Signataires : Patricia Bidaux, Jean-Marc Guinchard, Thierry Arn, Jacques Blondin, Sébastien Desfayes, François Erard, Souheil Sayegh, Anne Carron, Marc Saudan, Pierre Nicollier, Céline Zuber-Roy, Véronique Kämpfen, Gabriela Sonderegger, Jacques Béné, Adrien Genecand, Diane Barbier-Mueller, Murat-Julian Alder

Date de dépôt : 19 mai 2026

Proposition de motion

pour une prise en compte du revenu hypothétique dans le cadre de l'aide sociale

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que l'aide sociale est régie par le principe de subsidiarité, selon lequel chaque personne doit en priorité subvenir elle-même à ses besoins avant de solliciter l'intervention de l'Etat ;
- que la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP) impose aux bénéficiaires de prestations de mettre tout en œuvre pour améliorer leur situation économique et sociale, notamment par la recherche d'un emploi ou la participation à des mesures d'insertion ;
- que certaines situations peuvent conduire à une sous-utilisation durable des capacités de travail pourtant disponibles, alors même qu'un soutien public est accordé, ce qui soulève des questions d'équité, de cohérence et de bonne utilisation des ressources publiques ;
- que l'évaluation de l'employabilité constitue un élément essentiel pour favoriser l'insertion durable, renforcer l'autonomie des bénéficiaires et orienter les mesures d'accompagnement adaptées ;
- que le droit en vigueur permet déjà, en pratique, de tenir compte de la capacité de gain des bénéficiaires, notamment à travers les mécanismes de

réduction ou de suppression des prestations en cas de manquement aux obligations de collaborer ;

- que la notion de revenu hypothétique constitue un mécanisme juridique déjà reconnu dans plusieurs domaines du droit suisse, notamment en droit de la famille et dans certaines assurances sociales, afin de tenir compte d'une capacité de gain raisonnablement exigible ;
- que l'absence de cadre légal explicite peut conduire à des pratiques divergentes, à un manque de transparence et à une insécurité juridique tant pour les bénéficiaires que pour l'administration ;
- que la clarification des règles applicables permettrait de renforcer l'égalité de traitement, la prévisibilité des décisions et la légitimité du système d'aide sociale ;
- que l'introduction d'un cadre légal explicite permettrait de mieux distinguer entre l'évaluation du droit aux prestations et les sanctions en cas de non-respect des obligations ;
- que toute prise en compte d'un revenu hypothétique doit reposer sur des critères objectifs et tenir compte des situations personnelles, notamment de la santé, des charges familiales et des conditions du marché du travail ;
- que toute évolution du dispositif doit garantir le respect du minimum vital et tenir compte de la situation personnelle des bénéficiaires,

invite le Conseil d'Etat

- à réaliser une étude de faisabilité approfondie afin de présenter au Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité visant à introduire un cadre légal clair permettant la prise en compte d'un revenu hypothétique, fondé sur une évaluation de l'employabilité et de la capacité de gain raisonnablement exigible des bénéficiaires ;
- à définir des critères objectifs tenant compte notamment de l'état de santé, des responsabilités familiales, du parcours professionnel, des qualifications, des mesures d'insertion suivies et des réalités du marché du travail ;
- à prévoir des motifs justificatifs et exceptions clairement définis permettant de tenir compte des situations particulières ;
- à consulter étroitement l'Hospice général, les partenaires institutionnels concernés ainsi que les acteurs actifs dans l'insertion professionnelle et la lutte contre la précarité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'aide sociale repose sur un principe fondamental qui vaut pour l'ensemble de notre système de solidarité, celui de la subsidiarité. Ce principe implique que l'Etat n'a vocation à intervenir qu'en dernier recours, lorsque la personne concernée ne peut plus subvenir elle-même à ses besoins malgré les efforts que l'on peut raisonnablement attendre d'elle. La solidarité collective ne peut fonctionner durablement que si elle s'accompagne d'une responsabilité individuelle clairement assumée.

Or, la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP) contient déjà cette logique. Elle impose aux bénéficiaires de prestations d'aide sociale de collaborer activement avec les autorités, de participer aux mesures d'insertion proposées et de mettre tout en œuvre pour améliorer leur situation économique et sociale. Elle permet également de réduire ou de supprimer certaines prestations lorsque ces obligations ne sont pas respectées. En pratique, le système d'aide sociale genevois reconnaît qu'il ne suffit pas de se limiter au revenu effectivement perçu pour évaluer le droit à l'aide sociale : la capacité réelle de gain d'une personne entre également en considération.

Pourtant, cette réalité juridique demeure aujourd'hui implicite et insuffisamment encadrée. La loi genevoise ne définit ni les critères permettant de tenir compte d'un revenu potentiel ni les garanties destinées à protéger les personnes concernées contre l'arbitraire. Cette absence de cadre légal explicite peut conduire à des pratiques divergentes, à un manque de lisibilité des décisions administratives et à une insécurité juridique tant pour les bénéficiaires que pour les autorités chargées de l'application de la loi.

Elle peut également conduire à des situations dans lesquelles des personnes disposant d'une capacité de gain suffisante ne sont pas incitées à la mettre pleinement à profit. Dans un contexte où les attentes envers les finances publiques et l'efficacité des politiques sociales sont de plus en plus fortes, il apparaît nécessaire d'ouvrir une réflexion sérieuse sur les moyens de renforcer à la fois la crédibilité, l'équité et la cohérence de notre système de solidarité.

La présente motion vise précisément à engager cette réflexion en demandant au Conseil d'Etat d'étudier l'opportunité d'introduire dans la LASLP la notion de revenu hypothétique. Il ne s'agit pas d'imposer immédiatement un nouveau mécanisme ni de durcir brutalement l'aide sociale, mais d'examiner de manière approfondie la possibilité de lui donner un cadre légal clair, transparent et proportionné à une logique.

Ce mécanisme n'est d'ailleurs nullement étranger au droit suisse. La notion de revenu hypothétique est reconnue depuis de nombreuses années dans différents domaines juridiques, notamment en droit de la famille, où elle est régulièrement utilisée lors de la fixation des contributions d'entretien, ainsi qu'en matière d'assurances sociales, où les autorités tiennent compte de la capacité résiduelle de gain afin d'évaluer certaines prestations. Le principe selon lequel une personne doit mettre à profit une capacité de gain raisonnablement exigible est donc déjà largement admis dans notre ordre juridique.

La réflexion demandée par cette motion devra permettre de déterminer dans quelles conditions un tel mécanisme pourrait être envisagé dans le domaine de l'aide sociale, tout en garantissant un encadrement strict et des protections suffisantes pour les personnes concernées. Il conviendra notamment d'examiner les critères permettant d'évaluer la capacité de gain d'une personne, les motifs justificatifs pouvant empêcher l'exercice d'une activité lucrative, ainsi que les garanties nécessaires afin d'éviter toute application arbitraire ou déconnectée des réalités sociales.

Une attention particulière devra être portée au respect du minimum vital, à la prise en compte de la santé, des charges familiales, du parcours professionnel et des conditions réelles du marché du travail. Il sera également indispensable d'évaluer les effets potentiels d'un tel dispositif sur les bénéficiaires les plus vulnérables ainsi que son impact sur les politiques d'insertion et de lutte contre la précarité.

Dans cette perspective, il apparaît essentiel que le Conseil d'Etat associe étroitement à cette réflexion les principaux acteurs concernés, notamment l'Hospice général, les associations actives dans la lutte contre la précarité ainsi que les partenaires institutionnels et professionnels du placement et de l'emploi. Une évolution touchant à un domaine aussi sensible que l'aide sociale ne peut être envisagée sérieusement que dans le cadre d'une approche pragmatique, équilibrée et fondée sur une analyse approfondie de ses conséquences sociales et économiques.

Cette réflexion apparaît d'autant plus nécessaire que les coûts de l'aide sociale et les charges supportées par l'Hospice général connaissent une progression constante depuis plusieurs années. Dans un contexte de pression croissante sur les finances publiques cantonales, il est légitime de s'interroger sur les moyens de garantir la pérennité de notre système de solidarité tout en maintenant son efficacité.

L'objectif est de s'assurer que les ressources publiques soient orientées en priorité vers celles et ceux qui ne sont réellement pas en mesure de subvenir à

leurs besoins. En favorisant, lorsque cela est raisonnablement possible, la mise à profit des capacités de travail existantes, un mécanisme de revenu hypothétique pourrait contribuer à renforcer l'autonomie des bénéficiaires, à soutenir les politiques d'insertion professionnelle et, à terme, à mieux maîtriser l'évolution des dépenses sociales sans remettre en cause les principes fondamentaux de solidarité et de protection du minimum vital.

Au vu de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à la présente proposition de motion.